

Féminiser la langue française, une lutte contre l'oppression?

Marie-Andrée Bergeron and Amélie Descheneau-Guay

Number 775, November–December 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/72915ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bergeron, M.-A. & Descheneau-Guay, A. (2014). Féminiser la langue française, une lutte contre l'oppression? *Relations*, (775), 38–39.



Féminiser la langue française, une lutte contre l'oppression?

Féminiser la langue pour faire apparaître les femmes.

MARIE-ANDRÉE BERGERON

L'auteure est chercheuse postdoctorale au Département d'études littéraires de l'UQAM

Plusieurs perspectives théoriques permettent d'envisager de manière critique, argumentée et logique l'épineuse question de la féminisation de la langue. Les études féministes, les *gender studies*, la linguistique et les études littéraires sont de celles qui, chacune, jettent de la lumière sur un aspect différent du problème, et ce, en l'abordant sous un angle bien singulier. Ce texte ne procède d'aucune hypothèse, pas plus qu'il ne répond à quelque théorie que ce soit. J'y prends cependant position: je suis pour la féminisation de la langue. Il s'agit d'un point de vue intime, puisqu'il est lié à mon expérience personnelle de l'oppression; je ne vais pas en faire le récit ici, mais bien la lier à l'argument que je présente pour la féminisation de la langue.

APPARAÎTRE

Pourquoi laisser la langue reconduire l'invisibilité des femmes si l'on peut la modifier sans trop de peine et y faire *apparaître*, concrètement, les femmes? Je nomme les femmes dans mon discours pour répondre à ma condition de dominée (même parmi les dominants.e.s). Et je suis pour la féminisation de la langue parce que, pour moi, il ne va pas de soi que le contraire permet réellement un dépassement des représentations binaires et hétéronormées des identités sexuelles.

Certes, celles-ci, et les rôles qui s'y rattachent (avec leurs privilèges et oppressions), se trouvent à être reconduits par leurs marquages dans les

textes et les discours. Mais le fait de nommer les femmes comme des agentes à part entière qui s'accomplissent dans et par le langage, c'est aussi octroyer à ce dernier une portée performative: c'est faire acte de féminisme en faisant *concrètement* exister les femmes en tant qu'individus du monde social. Le fait de s'identifier à un groupe social précis (les femmes), ou même de le différencier dans un discours ne participe pas automatiquement à la perpétuation de son statut inégalitaire. De même, la différenciation des genres dans les textes n'implique pas systématiquement la considération de l'infériorité de l'un par rapport à l'autre. Au contraire, c'est précisément l'effacement du féminin dans la langue française qui, à mon sens, opère cette inégalité. Il se fait en effet au profit d'un soi-disant « universel masculin », lequel s'exerce d'ailleurs souvent sans vergogne dans toutes les sphères du politique (dont celle des discours), et il concerne, à la base, une idéologie phallogénique. Je me méfie des essentialismes et suis consciente des mécanismes qui permettent leur construction, mais, à mon avis, l'homogénéisation, même dans les discours, profite aux dominants. Pour moi, la féminisation des termes est donc un outil qui peut éventuellement permettre de faire la promotion de l'égalité: c'est un minimum.

FAIRE VOIR L'OPPRESSION

De même, je le crois fermement, elle permet aussi ce que je nommerais, m'inspirant du travail de Bernard Lahire, la distinction de soi, c'est-à-dire celle que l'on établit envers et contre les

grilles de lecture et les structures qu'on tente d'imposer et qui cherchent à introduire une hiérarchisation dans le « désordre » des représentations. À cet argument l'on m'objectera que la féminisation des termes participe au maintien d'un binarisme homme/femme primaire, codé en fonction d'enjeux de pouvoir et qui ne tient pas compte du caractère souple des identités de genre, certes. Mais, à choisir, je préfère encore une grille qui pointe des aspects de mon identité pour lesquels je subis une oppression dont il faut comprendre les sources (politiques, sociales et *discursives* notamment) aux tenants et aboutissants d'une autre qui tend à me faire disparaître. Il s'agit de répondre concrètement à l'histoire d'une hiérarchie qui s'inscrit aussi dans la langue et qui s'est construite au détriment des femmes, placées comme inférieures et non nécessaires: innommables. Pour moi, l'idéal est sans doute de pratiquer une écriture épïcène, mais cet objectif est difficilement atteignable pour tous les types de discours et de textes.

J'écris bien entendu d'un point de vue particulier: celui d'une femme blanche et bien plus visible dans les discours sociaux dominants que beaucoup d'autres femmes n'ayant pas ma chance. Je suis consciente des privilèges dont je jouis et je sais d'où je parle. En ce sens, il m'apparaît d'ailleurs que plus nous serons visibles et représentées dans les discours par une modification de la langue, plus nous serons aussi tentées de prendre la parole. Et nous profiterons aussi peut-être du potentiel agentif des discours que nous tiendrons. Cela, il faut impérativement le reconnaître. ●

La question de la féminisation de la langue se pose périodiquement au Québec, en particulier dans le domaine de l'édition engagée, préoccupée par les rapports de pouvoir. Faut-il féminiser systématiquement les textes? Et qu'implique ce choix? Nos auteures invitées en débattent.

L'intelligibilité d'un texte doit primer sur les revendications identitaires.

AMÉLIE DESCHENEAU-GUAY

Si la féminisation des titres et fonctions est reconnue et intégrée au Québec – nous exemptant de l'infâme et très franco-français «Madame le Maire» –, la féminisation des textes suscite quant à elle une controverse dans les milieux progressistes qui souhaitent reconnaître l'égalité des femmes «dans le texte». Certes, il est légitime de vouloir rendre une langue plus représentative de l'ensemble de la société. Il faut toutefois se rappeler que cette langue dite académique s'est développée dans le contexte sociohistorique du XIX^e siècle marqué d'une présence intellectuelle exclusivement masculine dans l'espace public. C'est ainsi que des règles pour le moins discutables ont été adoptées par l'Académie française, comme celle du masculin l'emportant toujours sur le féminin. Mais la pratique actuelle qui consiste à féminiser tous les noms et adjectifs n'est pas une solution, car elle alourdit considérablement la lecture d'un texte. Surtout, cette pratique constitue le symptôme d'une dérive libérale qui amplifie les différences identitaires, souvent au détriment d'un horizon commun.

LA RÉDACTION ÉPICÈNE

Sur le plan plus esthétique, la position de l'Office québécois de la langue française (OQLF), fondée sur le respect de la richesse linguistique, est éclairante. L'OQLF recommande d'éviter l'usage de formes tronquées et l'emploi d'innovations orthographiques, notamment l'usage systématique de doubles formes. La féminisation des phrases

engendre un allongement considérable des groupes nominaux et la complexification des accords grammaticaux, surchargeant ainsi le texte, nuisant à sa compréhension et rendant la lecture parfois désagréable. De plus, parce qu'il doit respecter un nombre limité de mots, l'auteur coupera parfois le contenu pour pouvoir employer les formes doubles de manière systématique («les citoyennes et les citoyens», «les étudiantes et les étudiants», etc.). Les moyens se substituent ainsi aux fins. Le sens et l'intelligibilité sont sacrifiés au profit de la forme, ce qui s'avère contre-productif: la langue est un élément vivant, qui résiste aux formulations lourdes et aux triturations idéologiques. Il faut donc travailler avec elle si on veut la changer, en tenant compte de ses dynamiques, de ses mouvements, dont l'horizon premier est le sens.

Il existe pourtant des procédés de rédaction qui assurent l'équilibre de la représentation des femmes dans les textes. La rédaction épïcène, par exemple, privilégie davantage les formulations neutres qui ne présentent pas d'alternance masculin/féminin tout en ayant un genre grammatical qui leur est propre (OQLF, 2014). Les hommes et les femmes peuvent ainsi être évoqués par un même mot qui n'indique pas explicitement s'il s'agit d'hommes ou de femmes: on parlera, par exemple, de la direction au lieu du directeur ou de la directrice, ou encore de la population au lieu des résidents et des résidentes. La rédaction épïcène permet d'utiliser une variété lexicale et syntaxique et de recourir à des formes rares et originales qui témoignent de la richesse de la langue française. L'em-

ploi systématique des formes doubles, à l'opposé, évacue cette richesse de même que la créativité linguistique qu'elle permet.

REVENDICATIONS IDENTITAIRES

Surtout, la féminisation des textes est révélatrice d'un vivre-ensemble fondé sur l'affirmation et la défense de dynamiques identitaires. Cette dérive libérale, analysée entre autres par le philosophe Slavoj Žižek dans plusieurs de ses ouvrages, est caractérisée par des revendications particulières qui se cristallisent dans une lutte généralisée pour la reconnaissance de droits, dont celui d'être représenté dans le langage. Or, ces revendications pour la reconnaissance, lorsqu'elles deviennent centrales dans l'argumentaire du groupe porteur de revendications, en viennent à se perdre dans une série de doléances et de réclamations qui occultent le principe central de leur lutte (ici, l'égalité des femmes et des hommes). De plus, les luttes particulières pour la reconnaissance tendent à compromettre la capacité à faire sens d'un monde commun.

Cela est d'autant plus vrai dans un système capitaliste dont l'acte fondateur est la division, la séparation de ce qui est d'abord uni. Ce système s'accommode d'ailleurs fort bien des luttes pour la reconnaissance, puisque rien dans les revendications parcellaires ne vient profondément bousculer sa logique atomisante. La pratique de la féminisation des textes, comme d'autres luttes particulières dont le principe s'est perdu dans les méandres de la rectitude politique, vient plutôt nous enfermer dans des pratiques figées et nous diviser face à un système hégémonique dont la logique séparatrice est impitoyable. ●

L'auteure est sociologue